Recherches sociographiques

André LAURENDEAU, *Ces choses qui nous arrivent*

Paul Daoust

Volume 12, numéro 1, 1971

Mass media

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055520ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055520ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Daoust, P. (1971). Compte rendu de [André LAURENDEAU, *Ces choses qui nous arrivent*]. *Recherches sociographiques*, 12(1), 121–122.
<https://doi.org/10.7202/055520ar>

C'est là, en tout cas, le grand mérite de ce livre, qui constitue un passionnant essai historique. Bourque applique à la période de notre histoire qui va de la prise de Québec à l'Acte d'Union un outillage conceptuel qui doit beaucoup à ses sources théoriques, mais autant, sinon plus, à une réflexion poussée sur l'historiographie québécoise.

Entre deux dates marquant une rupture, « diachronique », de la structure globale de la société canadienne, Bourque distingue trois étapes dans son évolution « dynamique ». Les dates sont politiques, mais manifestement liées, moyennant décalage, à l'évolution économique.

Les analyses, toujours séduisantes et souvent très perspicaces, élaborent graduellement un modèle hiérarchisé des divers plans de la structure globale: influencée par la situation coloniale, la superposition nationale altère la structure de chaque groupe national et la détermination des classes sociales qui en découle.

La dépendance nationale fausse donc la lutte des classes, sans le moins du monde la supprimer. Le rapport nation dominée — nation dominante ne se maintient que dans la mesure où une classe collaboratrice (l'aristocratie cléricale), ayant une stratégie de conservation, réussit à maintenir ou même à instaurer, sur la base même de sa collaboration, une pseudo-hégémonie stérile au sein de la nation dominée.

Que surgisse de cette combinaison une nouvelle classe (la petite bourgeoisie des professions libérales) dont les assises socio-économiques sont purement nationales et qui, partant, se donne une stratégie de développement qui tend à lui assurer une véritable hégémonie, et les deux groupes nationaux seront conduits à s'affronter. On est alors en présence d'un « antagonisme radical de deux nations progressistes au sein d'un même état » parce qu'il y a alors « opposition de deux dynamiques de développement » (p. 334).

À ceux qui verraient dans l'action des Patriotes, à la suite de F. Ouellet, une opposition au progrès incarné par la bourgeoisie marchande unioniste, on rappellera seulement un postulat: « un véritable développement ne peut s'effectuer, à partir des ressources disponibles, que par une structuration économique élaborée en fonction du pays en voie de développement. C'est (...) ce que voudront réaliser les Patriotes en tentant de structurer une économie bas-canadienne à partir de la seule ressource encore disponible aux Canadiens français: l'agriculture » (p. 28).

Question brûlante, on le voit: celle même du caractère progressiste de la lutte, forcément nationaliste et anticapitaliste, de la petite bourgeoisie colonisée pour établir son hégémonie.

Pierre THIBAUT

*Faculté des sciences de l'éducation,
Université Laval.*

André LAURENDEAU, *Ces choses qui nous arrivent. Chronique des années 1961-1966*, Montréal, Éditions HMH, 1970, 343 p.

Propos de journaliste qui commente l'événement au hasard de ses déplacements, ce livre peut sembler de prime abord sans unité ni grande profondeur. Mais l'intérêt et la valeur de cette chronique des années 1961-1966 n'est pas à rechercher dans la diversité de ces textes déjà publiés dans le *Magazine MacLean*; pour relire ces articles avec plaisir il faut avoir admiré A. Laurendeau ou être attaché à la réalité québécoise.

Le livre, en effet, nous révèle un homme sensible, tolérant, intelligent, subtil, mais inquiet, tiraillé et sans cesse à la recherche de la vérité concrète des événements auxquels il a participé comme journaliste, député, littérateur ou président de la commission B.B. « Après un article sur la politique, il passe à des propos sur le théâtre, sur l'hiver ou sur les

voyages en avion. Ou sur un livre qui traite de la franc-maçonnerie, mais choisi au hasard d'une flânerie dans une librairie et qu'il fallait justifier par un article. La profondeur vient ici du retrait de l'auteur de l'interférence de la sensibilité et de l'information » (préface, p. xv). Laurendeau fut un homme attachant, et ceux qui l'ont suivi dans ses fonctions multiples retrouveront l'être sensible qu'il fut toujours.

Ce qui fait encore et beaucoup mieux l'unité du livre, c'est qu'à travers ses commentaires sur la politique, la religion, le théâtre, le journalisme, etc., Laurendeau parle en définitive toujours de la même chose, c'est-à-dire de « Nous », de la réalité québécoise. Les analyses des partis politiques traditionnels, du crédit social, du séparatisme, restent encore parmi les plus pénétrantes et sont loin d'être dépassées.

Peu d'hommes de sa génération ont compris aussi bien que lui le mouvement nationaliste québécois. « Le nationalisme de Laurendeau, écrit Fernand Dumont dans la préface, nous aura appris à composer les vieux appels et ceux de l'avenir. Face à ceux qui prêchent le néant de toutes les idéologies en évoquant un homme universel et abstrait qui ne nous concerne guère, Laurendeau est demeuré le témoin à la fois fervent et ironique des vieilles fidélités. » Pour lui, le vrai problème du Québec, c'est que, « malgré nos contradictions, nous savons mieux ce que nous voulons. Le Canada de langue anglaise est majoritaire, bien en place, encore vigoureux dans la réalité; c'est dans sa volonté qu'apparaît la faiblesse. Son vrai problème, ce n'est pas nous: c'est lui-même ». Les Canadiens nourrissent une « foi trop volontariste en un objet trop flou ».

Il faut relire ces textes, pour *Nous* mieux connaître et *nous* estimer davantage.

Paul DAOUST

*Institut supérieur des sciences humaines,
Université Laval.*

Marie-Claire DAVELUY, *Jeanne-Mance*, Montréal, Fides, 1962, 418 p.

Il s'agit en fait d'une réédition (revue et mise à jour) d'un ouvrage paru en 1934, qui reçut le prix David la même année, de même que le prix d'Académie (l'Académie française) en 1935. La biographie (qui se voudrait une bihagiographie, car l'auteur fait partie de la Commission historique pour la béatification de Jeanne-Mance) est suivie d'un *Essai généalogique sur les Mance et les De Mance* par Jacques Laurent, un chartiste français.

Même si l'œuvre nous apprend des faits intéressants sur la vie de la fondatrice de l'Hôtel-Dieu et sur celle des autres fondateurs de Ville-Marie, le ton date un peu. Qu'on en juge par les extraits suivants: « Dieu avait préparé sa vocation de longue main, avec des soins infinis. Il n'avait rien épargné, tous ces derniers mois, pour la convaincre que telle était bien sa volonté; vivre, besogner, compatir tout autant que pâtir, puis mourir sur ces plages où tant d'âmes païennes attendaient le pain de la vérité et les bienfaits de la civilisation française » (p. 69); « Ô femme de grâce, de constance et de courage, ô Jeanne Mance, âme française de notre ville . . . » (p. 211).

Nous avons là l'exemple d'une conception providentielle de l'histoire de la Nouvelle-France. Pour celui qui s'intéresse à l'idéologie québécoise du début du siècle, voilà un échantillon privilégié de vision spiritualiste du monde.

Rachel PARADIS-RICHARD

*Département de sociologie,
Université Laval.*